

L'ouvrage de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, a connu ces derniers mois un étonnant succès international. Afin de pouvoir en mesurer la véritable portée, il nous a donc paru important de publier un certain nombre de comptes-rendus critiques de l'ouvrage. Après les textes de [Michel Husson](#) et de [David Harvey](#), nous publions maintenant celui d'un jeune économiste, Laurent Baronian, qui a récemment publié *Marx and Living Labour* (Routledge, mai 2013).

Le capital au XXI^{ème} siècle de T. Piketty révèle par la variété des données qu'il rassemble l'ampleur inédite des travaux sur les inégalités des patrimoines et des revenus à l'échelle du monde. Piketty traite et interprète ces faits sociaux quantifiés pour éclairer le « débat démocratique » en revendiquant son statut d'intellectuel d'un type nouveau, statut qui explique l'étonnant succès de son ouvrage aux États-Unis. Ce n'est plus l'intellectuel « universel » dénonçant l'injustice ou l'exploitation au nom de la raison, ni l'intellectuel « spécifique » résistant aux formes de pouvoir spécifiques à sa pratique de chercheur – l'orthodoxie économique se soutient des fonctions académiques de l'auteur. C'est un bizarre mélange des deux, produit à la fois de la domination de l'économétrie sur la recherche économique universitaire et de l'humanisme classique des grandes écoles : un « intellectuel-expert » qui renoue avec l'universel au nom de l'objectivité des données statistiques. Au formalisme excessif de l'économie standard, mais aussi à la théorisation abstraite des économistes classiques et de Marx, Piketty oppose justement les faits exprimés dans les données, fussent-elles construites, sur les patrimoines et les revenus. Désormais il ne s'agit même plus de soumettre des hypothèses théoriques au critère de falsification, comme le réclamait Popper, mais d'enrichir les données, d'affiner les modèles, d'amincir un peu plus la gangue théorique qui ordonne et interprète la réalité économique.

Mais cette confiance dans la justice des nombres n'irait pas sans la conviction qu'il n'est pas d'organisation économique durable sans un système d'économie de marché et de propriété privée. Non seulement Piketty n'établit aucune différence formelle entre les sociétés agraires traditionnelles et le capitalisme mondialisé : de l'Antiquité à aujourd'hui les mêmes catégories de « capital », de « revenu » et de « croissance », auxquelles il applique vaille que vaille les mêmes méthodes de calcul (Allègre et Timbeau, 2014), qualifient les rapports économiques entre les groupes sociaux les plus divers. Mais il traite les guerres et les crises qui ont secoué le XX^e siècle comme des accidents de l'histoire, des chocs politiques exogènes à la dynamique de l'accumulation du capital (pp. 269 et 598). Or, pour s'en tenir uniquement à la Première Guerre mondiale, un examen rapide des circonstances à l'origine du conflit montre qu'elle a découlé de l'épuisement des possibilités d'accumulation chez les nations capitalistes. D'un côté l'Angleterre se faisait devancer par les grandes puissances naissantes (Etats-Unis et Allemagne) : elle subissait alors de plus en plus la concurrence de produits américains et surtout allemands sur le marché mondial, si bien que l'essentiel de ses exportations à la veille de la guerre se destinait à des pays industriellement arriérés. De l'autre côté, l'industrie allemande, qui s'était développée depuis 1870-1871 jusqu'à dépasser l'Angleterre dans un environnement n'offrant aucun terrain d'expansion à l'Empire de Bismarck, commençait à stagner faute de territoires coloniaux où se déployer. Ainsi, même si elle ne peut se réduire à une guerre impérialiste, la Première Guerre mondiale fut le résultat des efforts de l'Allemagne pour établir un nouvel ordre économique mondial conforme aux exigences d'expansion de son industrie.

Dans l'histoire de l'économie politique cependant, l'ouvrage fait date moins pour étirer le capitalisme à toutes les époques que pour figurer par deux petites équations le

changement d'époque du capitalisme lui-même. Il va de soi que Piketty n'annonce rien de nouveau en démontrant par l'analyse des patrimoines que le libre développement du capitalisme ne cesse de creuser les inégalités entre détenteurs des capitaux et simples détenteurs de force de travail. En réalité ces équations nous disent autre chose : le système de production capitaliste, en l'absence de mécanismes de régulation, génère bien plus de concentration de richesses en quelques mains que de croissance, plus de patrimoine privé que d'extension de la production sociale, bref il se développe désormais aux dépens de l'épanouissement des puissances créatrices de la société qu'il avait suscitées depuis deux siècles et demi. Et nous verrons qu'il faut interpréter tous les choix théoriques douteux, tous les simplismes, toutes les timides ruptures avec l'économie standard comme des moyens de se conformer théoriquement à cette phase spécifique du capitalisme que Piketty comprend comme son essence même.

Il présente ces deux équations comme des lois fondamentales du capitalisme. De quelles lois s'agit-il ? La première équation, $a = r.b$, énonce une identité comptable entre la part des revenus du capital (a) et le produit du rendement du capital (r) et du rapport entre le capital et les revenus (b). Comme l'a noté M. Husson (2014), dans cette équation le lien causal entre la part des profits et le taux de rendement interdit de déterminer logiquement ce taux en fonction du rapport entre profits et capital engagé : le taux de profit se présente ici comme une donnée exogène dont dépend la part des profits, non comme le résultat du rapport capital/travail. Toute se passe donc comme si le profit renvoyait exclusivement à la productivité propre du capital et que l'évolution de la part des salaires dans le revenu national dépendait seulement du poids relatif du capital par rapport à ce revenu (Boyer, 2013). En un sens, il est vrai que le rapport capital/revenu peut exprimer la hausse continue de la composition organique du capital, sur laquelle nous reviendrons. En un autre sens, ce rapport signifie bizarrement que le taux de rendement reste imperturbable à cette hausse (p. 354). Piketty raille le fétichisme des chiffres des économistes, mais porte lui-même au degré absolu la mystification des catégories de la théorie néoclassique. Au moins les néoclassiques conservaient-ils la relation entre capital et travail en les définissant l'un et l'autre comme facteurs de production. Ils pensaient encore que, parmi les formes de capital, seul le bien de production était source de rendement. Or pour Piketty, toutes les sources de revenu autre que le travail (action, obligation, logement, machine) contribuent au taux de rendement moyen du capital global. C'est avec cette notion confuse de capital que Piketty peut conclure à une relative stabilité de ce taux en longue période : lorsque le taux de profit du capital productif faiblit, le capital-argent se redirige sur des marchés plus ou moins spéculatifs, comme la terre, l'immobilier, la bourse, etc., si bien qu'en moyenne le capital de la société semble rapporter à toutes les époques de paix plus ou moins le même revenu. Comme le capital ne se définit plus comme un facteur de production aux côtés du facteur travail, qu'il comprend aussi bien la richesse immobilière et financière que les moyens de production, « les richesses venant du passé progressent mécaniquement plus vite, sans travailler, que les richesses produites par le travail, et à partir desquelles il est possible d'épargner » (p. 600). Mais lorsqu'il s'agit de justifier théoriquement le rendement du capital, Piketty réduit à nouveau celui-ci au facteur de production : « À partir du moment où le capital joue un rôle utile dans le processus de production, il est naturel qu'il ait un rendement » (p. 674). Et ce, bien qu'il lui semble également naturel que des actifs ne jouant aucun rôle dans le processus de production aient aussi un rendement. Par ailleurs, aucune chose ne produit un rendement parce qu'elle est utile. L'électricité consommée dans le procès de production est utile mais ne produit aucun rendement économique. Le rendement renvoie toujours à un calcul d'efficacité à partir de grandeurs de même nature. Si Piketty avait mieux saisi les enjeux de la controverse de Cambridge, qu'il réduit à une querelle sur les déterminants de la croissance, alors qu'elle porte sur la mesure du capital

et donc sur la possibilité théorique de déterminer le taux de profit par la productivité du capital, il aurait su que cette possibilité suppose justement le type d'hypothèses extrêmement abstraites et restrictives dont il déplore l'abus dans la théorie économique. Si l'on veut connaître le taux de rendement réel du capital, il faut d'abord connaître le montant du capital auquel appliquer ce taux. Or le capital se compose d'une multitude de biens incommensurables entre eux. Si l'on décide d'agrèger ces biens en additionnant leur valeur monétaire, il faut cette fois connaître le taux de rendement du capital puisque les prix des biens sont déterminés par le taux général de profit. C'est cette circularité du raisonnement que les postkeynésiens de Cambridge (Royaume-Uni) dénonçaient chez les néoclassiques de Cambridge (États-Unis). Or Piketty ne se contente pas d'agrèger des biens de production hétérogènes pour définir le capital global : il y inclut les actions et obligations, les logements individuels, les ressources naturelles, les terres, etc., pour rapporter un rendement réel à une grandeur indéterminée.

Cette diversité des formes de richesse montre que ce que Piketty nomme « capital » désigne en réalité l'ensemble du patrimoine de la société, public et privé. D'où, par exemple, sa confusion entre le capital financier et le capital productif, lorsqu'il observe que dans les pays riches, chaque habitant « possède environ 180 000 euros de patrimoine, dont 90 000 euros sous forme d'immobilier d'habitation, et 90 000 euros sous forme d'actions, obligations et autres parts, plans d'épargne ou placements financiers investis dans les entreprises et les administrations » (p. 92). Qu'est-ce qui représente la valeur du capital dans ce dernier cas ? La valeur des investissements productifs des entreprises, ou bien la valeur de marché des actions et obligations des entreprises circulant sur les marchés financiers ?

Une fois supposé connu le rendement du capital (environ 5 %), Piketty ajoute : « à partir du moment où la croissance est faible, il est inévitable que ce rendement du capital soit nettement supérieur au taux de croissance, ce qui donne mécaniquement une importance démesurée aux inégalités patrimoniales venues du passé ». Piketty se défend de faire plus de théorie que ne le réclament les faits, mais il force les prétendues régularités de l'histoire à entrer dans des syllogismes ineptes. Poursuivons : de l'écart entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance, il résulte donc la concentration des patrimoines et l'inégalité croissante des revenus. Comme Piketty doit retrouver l'opposition entre capital et travail en dehors des rapports de production, il érige en loi le constat banal que seule une partie des profits se convertit en capital productif additionnel. En réalité tout son raisonnement suppose que le taux de rendement du capital est indépendant de la croissance et que la croissance ne produit que des revenus du travail. C'est que la première équation dépend de cette inégalité $r > g$ (Milanovic, 2014) car sans elle, le rapport capital/revenu resterait stable et la part du capital dans le revenu ne s'expliquerait pas autrement que par son rapport inverse à la part du travail dans le revenu.

Or sur une très longue période, c'est la seconde loi fondamentale, le rapport capital/revenu, qui tend à devenir égal au rapport taux d'épargne/taux de croissance – tous les deux étant donnés et constants à long terme. Husson observe qu'ici encore la causalité est mise à l'envers, puisque le capital semble dépendre de la croissance alors que c'est lui en réalité qui détermine l'évolution du taux de croissance. De plus, l'équation ne vaut pas pour une économie en stagnation : dans ce cas le capital croîtrait à l'infini alors que la part des profits dans le revenu (équation 1 : $b = a/r$) ne peut dépasser l'unité. Or c'est justement cette étrange causalité qui nous donne le chiffre de la période actuelle du capitalisme. Si l'on combine les deux équations et que l'on y réarrange les différents termes, on obtient $a = s.r/g$. Supposons que s et r soient donnés et donc que a dépende uniquement de g : alors

l'équation signifie que la part des profits dans le revenu est inversement proportionnelle à la croissance et, en conséquence, que le poids du capital dans la société croît avec la baisse de la croissance. Pour les théoriciens keynésiens de la croissance Harrod et Domar, $g = s.a/r$, autrement dit la croissance est directement dépendante de la part des profits dans le revenu. Elle est inversement proportionnelle au taux de profit, car d'après la loi des rendements décroissants, le taux de profit baisse avec la croissance du capital. Pour Piketty, tout se passe comme si l'accumulation du capital s'opposait à la croissance, absorbait en permanence une part croissante du revenu, tantôt en biens de consommation durables (comme les terres, maisons, etc.), tantôt en placements financiers. Il écrit : « *La rente n'est pas une imperfection du marché : elle est au contraire la conséquence d'un marché du capital « pur et parfait », au sens des économistes, c'est-à-dire un marché du capital offrant à chaque détenteur du capital [...] le rendement le plus élevé et le mieux diversifié que l'on puisse trouver dans l'économie* » (p. 674). Toutes les lois, toute la logique des deux équations fondamentales nous montre que le capitalisme entrave désormais la création et le développement de la richesse sociale.

Il est vrai qu'à cette tendance à la hausse du rapport capital/revenu, Piketty oppose l'existence simultanée de forces de convergence entre revenus. Or les forces de divergence et de convergence n'ont pas seulement une fonction opposée, elles ont un statut différent ; elles ne se situent pas sur le même plan. Les forces de convergence naissent de la puissance publique qui met en place des politiques de diffusion des connaissances et d'investissement dans les qualifications et la formation ; ces régulations favorisent l'élévation de la productivité et la réduction des inégalités (pp. 122-123). La force qui agrandit l'écart entre les revenus, en revanche, procède du libre développement du mode de production capitaliste dans un environnement de croissance faible et de rendement du capital élevé ($r > g$). Piketty en effet dit bien qu'elle « *n'a rien à voir avec une quelconque imperfection du marché, bien au contraire : plus le marché du capital est « parfait », au sens économique, plus elle a de chances d'être vérifiée* » (p. 57). D'un côté Piketty reproche à Marx d'avoir « *totalemment négligé la possibilité d'un progrès technique durable et d'une croissance continue de la productivité* », étant « *victime du fait qu'il avait fixé ses conclusions dès 1848, avant même d'entreprendre les recherches susceptibles de les justifier* », et faute « *de données statistiques pour affiner ses prédictions* » (p. 28). D'un autre côté il ne cesse de répéter que, sans un impôt progressif mondial sur le capital, « *les patrimoines issus du passé prennent naturellement une importance disproportionnée, car il suffit d'un faible flux d'épargne nouvelle pour accroître continûment et substantiellement l'ampleur du stock* » (p. 54). Bien plus, « *compte tenu de la progression forte et régulière du rapport capital/revenu observée depuis les années 1950, il est naturel de se demander si cette progression va se poursuivre dans les décennies à venir, et si le rapport capital/revenu va retrouver - voire dépasser - au cours du XXI^e siècle ses niveaux des siècles passés* » pp. 259-260. C'est là justement un des aspects essentiels de la baisse tendancielle du taux de profit : si la production capitaliste résiste au fond si bien aux effets de cette baisse, c'est qu'elle la compense en permanence par l'augmentation de la masse de profit (la part des revenus du capital) résultant de la concentration du capital productif. Mais dès que le « flux d'épargne nouvelle » ne trouve plus à s'investir dans la production au taux de profit courant, c'est alors qu'il se lance dans l'aventure spéculative et prépare les conditions d'une nouvelle crise. Or tant qu'on ne distingue pas les profits du capital productif et les profits financiers, les revenus du capital en général semblent pouvoir « *s'accroître continûment et substantiellement* » et la hausse du rapport capital/revenu *expliquer* la crise financière (p. 471).

C'est plus qu'un souci d'efficacité qui inspire à Piketty l'idée de déplacer le poids de l'impôt

des revenus du capital sur le capital lui-même. Il s'agit avant tout de freiner le rythme d'accumulation des patrimoines et incidemment la hausse de la composition organique du capital telle qu'elle se manifeste dans le rapport capital/revenu. Keynes cherchait aussi à limiter la hausse de ce rapport, dans la mesure où elle entraîne une baisse de l'efficacité marginale du capital. Mais en stimulant la demande de biens capitaux pour favoriser l'emploi et augmenter la part des revenus du travail. Piketty ne songe qu'à baisser le volume du capital car la hausse des inégalités résultant de la hausse du rapport capital/revenu lui paraît la seule contradiction inhérente à la dynamique du capital. Comme les formes d'investissement du capital-argent sont pour lui indifférentes, le taux de rendement du capital (l'efficacité marginale du capital de Keynes) ne baisse nullement avec l'accumulation du capital. Bien plus, il s'accroît à mesure même que la taille du capital grandit, grâce au pouvoir de son détenteur de s'offrir les services des meilleurs conseillers juridiques et financiers, de faire des placements risqués mais très rentables, etc. C'est pourquoi il estime inutile que l'État se mêle directement à l'activité économique. L'histoire lui enseigne que, à l'exception de guerres et de grandes crises, le rapport capital/revenu a toujours été élevé et le taux de rendement toujours été supérieur au taux de croissance. Tout ce que la puissance publique peut ménager, c'est l'écart entre les revenus du travail et du capital creusé par l'accumulation et la concentration des patrimoines privés. Là où Keynes cherchait à sauver le capital de lui-même par l'État, Piketty cherche à le sauver de la société en raison même de son optimisme économique.

Bibliographie

Allègre, G. et Timbeau, X., 2014, « La critique du capital au XXI^e siècle : à la recherche des fondements macroéconomiques des inégalités », Document de Travail 2014-06, OFCE : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2014-06.pdf>

Boyer, R., 2013, « Le capital au XXI^e siècle », *Revue de la Régulation*, 14(2) : <http://regulation.revues.org/10352>

Husson, M., 2014, « Le Capital au XXI^e siècle. Richesse des données, pauvreté de la théorie » : <https://www.contretemps.eu/interventions/capital-xxie-si%C3%A8cle-richesse-donn%C3%A9es-pauvret%C3%A9-th%C3%A9orie>

Milanovic, B., 2013, « The return of "patrimonial capitalism": review of Thomas Piketty's Capital in the 21st century », MPRA : http://mpra.ub.uni-muenchen.de/52384/1/MPra_paper_52384.pdf

Piketty, T., 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil, Paris.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.